



### 1. ÉDITORIAL

#### VOICI MON CORPS ?

Coïncidant en chaque point avec son élan, l'animal est son corps, il va. Il va sans images, emporté sans honte par les fatalités de son espèce, sans retour, vif et comme absent de sa grâce. Est-il sien, d'ailleurs, ce corps sans soi ? Il appartient plutôt à son espèce qui l'entraîne de tout son poids.

Peut-être convient-il de dire que l'homme seul a un corps. Il s'en étonne. Dans le sommeil on ne fait qu'un avec soi, mais on l'ignore ! Alain faisait remarquer que *oui* est le geste de celui qui s'assoupit, *non* celui de qui s'éveille. L'éveil de la conscience pose d'un même étonnement le corps et ce qu'il n'est pas. S'éveillant, la conscience s'émeut de la contradiction qui est celle de l'élan et de la pesanteur, de l'esprit et de la chair, de l'individu et de l'espèce. On reconnaît là la source du comique, de ce lest de disgrâce que soulignent en gras la caricature ou la pantomime. Le comique, dit Kierkegaard, est signe de contradiction.

Quelle est cette contradiction ? La sexualité et la mort lient l'individu au destin de l'espèce, cette contradiction donne le vertige à l'esprit. Elle fait naître la fascination, stupeur oscillant entre le ricanement et l'effroi, réactions que suscitent les impossibles images du sexe par lesquelles la pornographie voudrait objectiver son mystère. Le grotesque joue de l'énorme, des boursouflures et des plissures, mais on répond à l'effroi par l'anxieuse idéalisation de silhouettes toujours plus étirées, pourchassant les odeurs, les poils et les bourrelets. Le grotesque s'enivre de notre dépossession en l'espèce, la cosmétique récuré avec le soin maniaque d'un propriétaire, mais je ne vois là nulle trace de cette fameuse « redécouverte du corps » que la propagande nous assène.

La contradiction est le signe d'une synthèse à faire, d'une unité, qu'aujourd'hui on aime appeler *chair*, qui n'est pas donnée mais suppose une histoire. Un objet est une synthèse faite, un

sujet est une synthèse à faire. Si l'animal est un corps et si l'*avoir* est propre à l'homme, sans doute alors l'homme peut-il dire le corps *sien*. Un discours unanime, rassemblant aussi bien des théologiens que les magazines du bien-être répète que je suis mon corps. Mais il faut choisir : si je suis un corps il n'est pas mien, s'il est mien je ne le suis pas.

Entre le grotesque et l'idéalisation il y a place pour une histoire, une œuvre d'unification qui m'autorise enfin à dire de ce corps qu'il est mien, sans rien occulter non plus de l'ultime dessaisissement de la mort. Il est mien en effet ce corps, mais il n'est en rien une propriété. Le rêve d'une transparence — on dit alors un corps de rêve — est celui d'une suffisance qui rende inutile le regard de l'autre. Ainsi des mannequins au corps aseptisé me lancent-elles des regards hautains ou hostiles, congédiant aussitôt le désir qu'elles feignent de susciter. Une stérile suffisance de propriétaire ne sollicite plus que la fascination. Exposer ainsi un corps veut sans doute éluder le fait que mon corps m'expose.

Je suis une unité à faire, mais la vulnérabilité et l'opacité du corps disent assez que je ne serai pas l'auteur de ma propre synthèse. Nul ne peut se soulever lui-même ni faire — sortilège des miroirs — le tour de soi, nul n'a choisi de naître ni de mourir. Cela indique la place de l'autre. Le corps est mien, devient chair, quand il est reçu. Sait-il encore caresser celui qui répugne à essuyer le front d'un mourant ou à torcher un mioche ? Par la tendresse qui recueille avec le même soin le plaisir et la douleur, la chair est mienne dans l'abandon où elle m'est rendue.

Jean-Noël DUMONT.

#### A l'intérieur de ce numéro :

Article

Changer l'Ecole, Francis

Marfoglia

En bref...

Informations



# LE COLLEGE SUPERIEUR LYON

BULLETIN D'INFORMATION n° 17  
4<sup>ème</sup> trimestre 2003

*Agenda*

16 déc., 21 et 27 et 28 janv., 26 fév.

## 2. ARTICLE

### CHANGER L'ÉCOLE

par **Francis MARFOGLIA**, agrégé de philosophie,  
enseignant en lycée, directeur délégué de l'Ecema,  
intervenant au *Collège Supérieur*

Les problèmes posés par l'Enseignement semblent partager avec leurs aînés de la métaphysique la propriété étonnante de ne pas se résoudre. Chaque année, les élites ministérielles tentent une nouvelle solution et le tâtonnement dure depuis trente ans. Loin de nous l'idée de leur lancer la pierre (d'autres s'en chargent), mais la permanence interroge. On nous dira que la complexité de ces problèmes appelle une réflexion scientifique et qu'on ne peut exiger des sciences de l'éducation qu'elles produisent des résultats sans leur en donner le temps. Sans doute, mais si l'éternité peut s'accorder aux astrophysiciens, on comprendra nos réticences à laisser modéliser indéfiniment toutes les formes de connaissance. Des problèmes qui ne parviennent pas à se résoudre, on doit se demander un jour ou l'autre s'ils sont bien posés. D'autant que tâtonner, finalement, c'est certes explorer un objet inconnu mais cela peut aussi manifester quelques réticences à s'en saisir à pleine main, — ou quelque objet étrangement savonneux ! — Quand la réalité effraie ou devient trop contraire à nos désirs, nous la fuyons adroitement. Comme ces malades qui, pour ne pas affronter le mal en face, se cachent la gravité de leur état, nous traitons l'artériosclérose de notre système éducatif par de l'aspirine pour échapper au pontage. S'il n'y avait pas urgence, nous accorderions aux réformateurs l'éternité que nous accordons aux cosmologues, mais, hélas !, le temps nous est compté. Le délabrement de l'Institution ne permet plus le tâtonnement.

Partons d'un consensus : l'inadaptation de notre système d'enseignement aux besoins d'une jeunesse. Jamais, sans doute, elle ne fut si importante et jamais on n'eut tant de raison de regretter qu'elle le fût autant. Quand l'école instruisait et que d'autres instances éduquaient, ce décalage pouvait agacer les forcenés du progrès mais non pas inquiéter la grande majorité. L'archaïsme de l'école, sa résistance aux modes du moment, rassuraient même plutôt sur son aptitude à transmettre une culture d'une génération à une autre. En refusant de céder aux innovations éphémères, elle garantissait la transmission de ce qu'il fallait savoir pour vivre hier, aujourd'hui et demain. Mais, maintenant que lui incombe la plus grande part de la tâche éducative, son inadaptation fait frémir. Si elle ne se met pas en phase avec la jeunesse, les jeunes risquent non pas seulement de s'y ennuyer mais de la rejeter ou de la fuir. Toute société qui ne méprise pas la liberté fonde son développement sur un principe : un homme ne peut prétendre faire société sans y avoir été préparé par l'éducation. Si les jeunes commencent à haïr l'école, la société risque fort de se trouver contrainte, soit d'opprimer les barbares qu'elle aura produits, soit de renoncer à la liberté.

On ne peut soupçonner les élites ministérielles de ne pas être conscientes de la gravité du problème. Les stratégies qu'elles développent pour ramener les jeunes à l'école font foi de leur conviction : il est nécessaire de

rajeunir l'institution. Lifting, aérobic, liposuccion, on ravale tout ! Les espaces s'ouvrent désormais sur le monde (on passe de l'école sanctuaire à l'école échangeur). Les programmes se réforment et se modernisent (on picore et rechigne à approfondir). Les rythmes s'assouplissent, se chronobiologisent. La pédagogie se dynamise, se rationalise (l'enseignement ne relève plus d'une vocation exercée au *feeling*, les professeurs veulent des recettes pour être de bons *profs*, se rapprochant ainsi des élèves qui dévorent les guides). La didactique s'uniformise (on fait la chasse aux cours magistraux, obligeant les maîtres à prendre le pli des travaux de groupe). Tout prend un sérieux coup de jeune. Mais rien n'y fait. Les jeunes, qui rajeunissent avec l'Institution, continuent à se trouver plus jeunes qu'elle et à la regarder comme une *vieille bique*.

L'inadaptation de l'école ne se discute pas. Les jeunes sont majoritairement *misoscoles*, voilà le symptôme. La conviction que la misoscolie vient de l'incorporation dans l'école d'un nombre croissant d'élèves que la sélection écartait auparavant n'a rien d'insensé, mais il nous faut prendre conscience de son caractère imaginaire. Prise de conscience difficile car la réalité exige pour en sortir, non plus seulement de reconnaître que nous avons rêvé, mais que nous nous sommes trompés. Or, pour prendre la mesure des résistances, il suffit de constater que le débat sur la thérapie occupe le devant de la scène depuis trente ans. "Toute une classe d'âge au baccalauréat" offre bien l'école à tous, mais, paradoxalement, il semblerait que le slogan ne réussisse qu'à détruire ce qu'il offre. Les enfants jadis écartés du savoir ne manifestent pas cette soif d'apprendre dont nous parle Aristote, plutôt cette indolence dont nous parle Rousseau. Pourquoi ce manque d'entrain, pourquoi entrent-ils majoritairement à l'école à reculons, pourquoi un rejet parfois violemment exprimé ? Si nous refusons de repérer en ce sentiment le propre des bons à rien et décidons de le prendre au sérieux, il peut se comprendre de deux façons : soit l'école ne leur apporte pas ce qu'elle devrait, soit les enfants détiennent déjà ce qu'elle doit leur apporter. Faire un diagnostic sérieux exige donc de se demander ce qu'est la mission de l'école dans notre République.

La mission de notre école républicaine est d'abord d'assurer la permanence de la République. Cette énorme organisation scolaire vise la transmission d'un certain modèle politique, transmission qui exige tout autant une rupture d'avec le modèle précédent. L'histoire a montré à quel point cette rupture connut une marche chaotique. La France, terre de monarchie catholique, n'épousait l'ordre démocratique qu'avec hésitation, réactivant sans cesse l'ordre qu'elle brisait pourtant. Cette mission particulière dévoilait un adversaire : l'enseignement confessionnel qui assurait à la monarchie sa longévité. Le maintien de la République exigeait la laïcité de l'enseignement. En laisser le monopole aux Eglises, surtout à l'Eglise catholique, revenait à entretenir l'hostilité envers la démocratie et donc entériner la ruine de la France que lui promettait sa difficulté à rompre avec son passé. Le caractère défectueux de notre mémoire occulte cette mission de l'école qui se donne dans son extrait de naissance. Pourtant ce lien qui l'attache à la République se manifeste encore dans l'importance de son budget, dans le reliquat de l'hostilité originaire que constitue la guerre entre le public et le privé et surtout dans la fonction d'intégration que tous nos dirigeants lui reconnaissent. A quoi faut-il intégrer les

enfants ? A la République. Former des citoyens et non pas des chrétiens, telle est la fonction capitale qui, aujourd'hui encore, lui mérite tous nos éloges.

Nul ne peut raisonnablement mettre en doute le zèle avec lequel l'école a honoré sa mission. Elle a défendu et promu la République. Quoi qu'en pensent les réactionnaires, le pétrin des citoyens a été et est encore à la hauteur. L'Institution ne peut donc porter la responsabilité de la *misoscolie* ambiante. Il nous faut alors explorer l'autre voie et accepter l'idée que les jeunes se trouvent déjà formés à la citoyenneté vers laquelle elle devrait les élever. Cette idée, je la formulerai par un paradoxe : la difficulté dans laquelle l'école se trouve vient sans doute de sa trop grande réussite. Le propos peut paraître provocateur en ces temps de crise, mais il ne cache aucune ironie. Il rend à l'Institution l'hommage trop rare qu'elle mérite. L'école ne marche plus parce qu'elle a trop bien marché. Si ses fondateurs pouvaient se demander "comment conduire vers la citoyenneté les enfants d'une terre chrétienne ?", les derniers ministres de l'Institution doivent, eux, chercher "comment amener des citoyens à l'école ?". La question est autrement plus difficile, pour ne pas dire insoluble. Promouvoir l'autonomie, faire l'apologie du penser-par-soi, fustiger la paresse de ceux qui ne savent se passer d'un tuteur, assure sans doute longue vie à la République, mais mine de l'intérieur l'autorité sans laquelle l'école n'inspire plus le respect mais le rire narquois. Expliquons-nous.

Lorsque l'école grandissait dans une société chrétienne et pétrissait de jeunes chrétiens pour en faire des citoyens, elle ouvrait ses portes à une jeunesse respectueuse de la hiérarchie et de l'autorité, une jeunesse tenue dans la minorité par un clergé qui, s'il faut en croire ses fondateurs, assurait son pouvoir en monopolisant le savoir. L'école, là, libérait, affranchissait du joug des maîtres spirituels et, par l'instruction, élevait vers l'autonomie du citoyen l'enfant agenouillé sous la férule des prêtres. Dans son plaidoyer pour l'école publique — contre les écoles confessionnelles —, Edgar Quinet accusait les Eglises de ne pas pouvoir enseigner la vérité au nom de l'idée que la soumission à l'autorité qui caractérise le clergé constitue l'obstacle insurmontable qui interdit de la chercher. Les citoyens sont donc invités, conformément au vœu d'Auguste Comte, non pas à rejeter leurs croyances particulières, mais à les relativiser<sup>1</sup>. On mesure le chemin que l'Ecole devait faire parcourir aux enfants : amener les divers croyants à la conscience qu'ils croient à la même chose et qu'ils doivent simplement, pour coexister pacifiquement, apprendre à vivre ensemble. C'est ce vivre ensemble que l'instituteur doit enseigner et qu'il est le seul à pouvoir enseigner : "L'instituteur n'est pas seulement le répétiteur du prêtre ; il enseigne ce qu'aucun prêtre ne peut enseigner, l'alliance des Eglises dans une même société"<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Régis Debray, d'ailleurs, que le gouvernement a chargé d'une étude sur l'enseignement de la religion en France, écrit dans *Les diagonales du médiologue* : "Comment faire comprendre, quand on a la religion de la communication, qui est l'antireligion par excellence, qu'Auguste Comte, cette vieille barbe dont on n'ose pas encore enlever le buste, Place de la Sorbonne, est le vrai philosophe du XXI<sup>e</sup> siècle" (Editions Bibliothèque nationale de France, p27). Comme quoi l'originalité d'une recherche n'exclut pas la réactivation des vieux mythes, ce qui suffit pour prédire que la nouvelle réforme qui se met en place n'aura guère plus d'avenir que les autres. Plus ça change, plus c'est la même chose !

<sup>2</sup> Edgar QUINET, *L'enseignement du peuple*, Hachette, collection pluriel 2001, p136.

Mais l'école aujourd'hui ne pétrit plus la même pâte. La jeunesse qu'elle accueille n'est plus chrétienne. Qu'est-elle ? Il n'est pas facile de répondre à cette question sans tomber dans les clichés réducteurs et manquer au respect. Mais, ce qui est certain, c'est que plus rien ne la retient dans la minorité — ce qui ne veut pas dire qu'elle ne s'y tient pas ! — Pourvu qu'il respecte le droit — vive en citoyen — chacun peut aujourd'hui vivre comme bon lui semble, ce qui manifeste au moins qu'il n'y a pas une autorité étouffante qui impose à tous le même carcan. La jeunesse grandit dans une société qui l'encourage à l'autonomie en marginalisant de plus en plus la tutelle cléricale ! N'ayant pas été élevée dans le culte de la hiérarchie, elle est beaucoup plus réceptive au charme de l'égalité. S'il faut des années pour convaincre des enfants habitués à obéir qu'ils doivent rejeter leur maître, il en faut peu pour ceux qui n'en ont jamais eu. Pourquoi les enfants devraient-ils encore aimer l'école puisqu'ils jouissent déjà de la liberté qu'elle doit leur apporter ? Pensée comme une arme contre l'Eglise, la victoire de l'Ecole ne pouvait, paradoxalement, que signer sa défaite. L'Histoire ne manquant pas d'ironie préparait sa dérision dans son triomphe et, retour à l'agresseur, la destinait à occuper de plus en plus la place de l'Institution oppressive !

Ce renversement change la donne et la question que l'Ecole doit impérativement se poser ne ressemble en aucun point à celle que se posaient ses fondateurs. Comment instruire des citoyens ? Voilà la nouveauté. On pourra, certes, discuter la maturité de nos enfants et contester l'affirmation de leur citoyenneté précoce. Mais l'heure n'est plus aux polémiques. Pour ne pas les provoquer, disons que les enfants ont largement digéré la leçon de tolérance que l'Ecole leur prodigue depuis le jour où elle les accueille<sup>3</sup>. Si l'on peut discuter de la progression du niveau intellectuel de nos enfants et se demander si l'Institution ne produirait pas de l'ignorance, nul ne peut mettre en doute l'extraordinaire progrès qu'ils ont accompli du côté de la tolérance, donc dans la vertu citoyenne par excellence. La plus grande majorité de notre jeunesse accepte aujourd'hui la liberté d'opinion, condamnant dans le même élan, la Saint-Barthélemy, l'Inquisition, Auschwitz, le nationalisme, le racisme, l'intégrisme et le fondamentalisme. Tout ce qui peut apparaître comme procédure d'exclusion du droit inaliénable de penser autrement, ils le rejettent. Et le problème est bien là. Le droit à l'opinion qu'ils défendent, ils le défendent avec la fougue de leur adolescence et, où qu'ils aillent, ils ne s'en départissent pas — en d'autres termes, ils ne le laissent pas à la maison mais le mettent dans leur cartable. Le maître et le professeur se retrouvent donc dans l'obligation d'enseigner à des esprits convaincus que les opinions qu'ils possèdent sont légitimement possédées et qu'aucune raison ne peut les contester sans exercer sur eux la plus odieuse des violences. Tous les professeurs ont fait cette douloureuse expérience de se trouver face à des regards qui, aux efforts produits pour leur montrer la vérité, répondent sans méchanceté : "ce que tu nous racontes ne manque pas d'intérêt, mais ce n'est jamais que ce que tu penses et mon opinion vaut bien la tienne". Implacable application des leçons que nous leur avons données petits et, au lieu de

<sup>3</sup> "Bien vivre ensemble" est le projet d'établissement de toutes les écoles maternelles !

nous agacer de leur résistance, nous devrions les féliciter de les avoir si bien retenues. Si la tolérance a épargné bien des vies, elle ne manque pas de tuer l'enseignement. —

La crise que traverse l'école ne peut se comprendre comme un simple soubresaut, une simple contestation étudiante qui désirerait donner un coup de jeune à la vieille dame. L'expression "la crise de l'Ecole" nous induit en erreur et, piégés par les mots, nous manquons la gravité du malaise en nous imaginant qu'un ravalement suffirait à tout faire rentrer dans l'ordre. Disons le avec fermeté : ce n'est pas l'Ecole qui traverse une crise, mais la relation entre l'Ecole et la société. Tant que l'on s'imagine que la crise est intérieure à l'Institution, on s'interdit d'en sortir et on entre dans la spirale infernale où les solutions adoptées entretiennent le problème qu'elles doivent résoudre<sup>4</sup>. La crise de l'Ecole n'est pas intérieure mais extérieure. Pensée comme force d'intégration à la République, elle prenait sens dans la promotion de l'égalité, de la gratuité et de la laïcité qui, du moins le croyait-elle, l'opposait à l'Eglise, mais cette force d'intégration perd toute raison d'être en terre déchristianisée. Le paradoxe est trop savoureux pour y résister, mais la seule raison d'être de notre Ecole pourrait bien se cacher dans l'emprise de l'Eglise sur la société, ce qui dévoilerait une tout autre thérapie que celle que nous entreprenons: défendre et promouvoir l'Eglise pour ne pas perdre le sens de l'Institution scolaire ! Derrière la cocasserie se tient une vérité profonde de la compréhension des relations : c'est la relation qui fait surgir les qualités et les défauts dans les membres qu'elle relie. En d'autres termes, l'Institution qui s'est trouvée déterminée comme adversaire de l'Eglise doit, pour ne pas disparaître, entretenir son adversaire. Si l'adversaire perd pied, l'Institution se renverse en son sens. L'Institution qui a trop bien libéré la jeunesse de sa soumission à la cléricature, apparaît maintenant comme asservissante. Voilà ce qui fonde la *misoscolie* ambiante<sup>5</sup>. Les jeunes républicains refusent que la libératrice de leur droit à la parole cherche aujourd'hui à les faire taire. Si donc, nous ne voulons pas accompagner l'Ecole dans son agonie, si nous voulons pouvoir un jour y reconduire nos enfants dans la joie et la bonne humeur, il faut accepter l'idée de changer non pas quelque chose dans l'Institution, mais l'Institution elle-même. Le Salut de l'Ecole passe par la mort de l'Ecole de la République.

Qu'est-ce à dire ? Faut-il concevoir une Ecole qui ne dépendrait plus de l'Etat ? Ou qui n'aurait pas l'instruction pour mission ? A la première question il faut répondre non. La Santé publique dépend de l'Etat et n'a pas pour vocation d'intégrer les citoyens. On ne voit pas pourquoi l'Ecole ne pourrait pas se penser sur le même modèle, celui d'un simple service public qui aurait pour vocation le développement des intelligences. A la deuxième, il faut aussi répondre non — on nous permettra de sourire devant la naïveté de cette question qui entérine le préjugé selon

<sup>4</sup> Notre approche psychologique, friande d'introspection, a depuis longtemps pris l'habitude de regarder les individus comme possesseurs des symptômes dont ils souffrent. On résiste à l'idée que nous sommes finalement pris dans des relations qui ne sont pas étrangères à ce que nous sommes. Il y a là un débat de fond que nous ne pourrions pas éluder éternellement.

<sup>5</sup> Pour être tout à fait précis, le combat de la République contre l'Eglise s'est trouvé relayé par celui entre le capitalisme et le marxisme qui a donc permis à l'Ecole de se poser encore en adversaire, mais depuis l'effondrement du mur de Berlin, le triomphe de la République sur l'Eglise ruine les fondements de l'Institution de l'Ecole.

lequel l'instruction commence avec la République. — S'il faut changer l'Ecole républicaine, il faut perpétuer l'Ecole. Changer l'Institution signifie simplement que l'Ecole ne soit plus pensée comme force d'intégration à la République, que soit abolie la relation particulière qui l'unissait à la République. En d'autres termes, changer l'Institution implique de cesser de la regarder comme le pèlerin des citoyens.<sup>6</sup> Mais que peut former l'Ecole ? Des savants ? Cela pourrait sembler judicieux, mais omettrait que la société ne la charge pas seulement de la formation des intelligences mais de toute la mission éducative ! La nouvelle Institution doit sans cesse se le rappeler : il faut former *plus* que des savants ! Mais quoi ? Ne répondons pas trop vite, rompons déjà avec les habitudes de la vieille Institution et écoutons ce que les acteurs de l'Ecole en attendent.

Comment s'énonce le malaise des enfants et de leurs professeurs ? A écouter les uns et les autres, le manque le plus insupportable ne se manifeste pas dans le manque de moyens, qu'ils soient matériels ou humains, mais dans le manque de respect. Le Ministère, toujours très à l'écoute, proposait de nous sortir de ce mauvais pas en nous invitant à entrer dans la dynamique lancée par un slogan programmatique : "Le respect, ça change l'Ecole !". La formule ne manque pas d'élégance et nous invitons tout le monde à la prendre au pied de la lettre. Il faut l'entendre dans ce qu'elle ne pensait pas dire et qu'elle affirme pourtant : la force de changement du respect doit produire l'implosion de l'Institution !

Mais qu'est-ce que le respect ? Respecter les choses, c'est ne pas les abîmer, ne pas les corrompre, les laisser être ce qu'elles sont sans les asservir à notre profit. Respecter les hommes aussi. Respecter l'autre exige de préserver sa liberté dans toutes ses dimensions, de le regarder non seulement comme un sujet de droit qui porte la responsabilité de ses actes, mais aussi comme une personne qui porte celle du sens de son existence. La confusion ambiante occulte cette distinction fondamentale et l'on s'imagine facilement promouvoir l'une en défendant l'autre : persuadé que le citoyen désigne le plus haut état que puisse briguer l'individu, on y voit l'accomplissement de la personne. Or, le respect de la loi n'est pas le respect de la personne parce qu'il n'est pas le respect de l'autre. Si le nanti respecte la loi en ne faisant pas tout ce qui est en son pouvoir pour soulager la détresse du miséreux, puisque la loi n'oblige pas encore à l'aumône, le respect de l'autre ne se satisfait pas à si bon marché. Bien sûr, les Lumières ont proclamé que l'homme n'accédait à la liberté que par le règne du droit, que la personne ne prenait corps que dans le citoyen, mais l'euphorie révolutionnaire n'excuse pas la naïveté. Il ne suffit pas de proclamer la liberté pour la réaliser ! N'oublions pas que, si la conscription s'inscrit dans les devoirs du citoyen, l'Eglise, au nom de l'affirmation de la souveraineté de la conscience, regardait cette obligation juridique comme une violence intolérable et accordait, au nom du respect de la personne, la possibilité de refuser la

<sup>6</sup> A bien des égards, la télévision pourrait suffire à assumer cette noble tâche, les statistiques mesurant le temps moyen passé par un enfant ordinaire devant la télévision montrent qu'il est presque comparable au temps passé à l'Ecole. Il serait temps de prendre conscience de cette force d'intégration de la télévision et, pourquoi ne pas rêver un peu, d'y voir un renouvellement de la noble mission du service public. Puisque la "télé" a renoncé à instruire, qu'au moins elle fasse l'effort d'intégrer !

mobilisation dans une guerre injuste. On se demande au nom de quelle probité intellectuelle l'Église qui ose parler du devoir de désertion a pu être accusée de maltraiter la liberté de conscience. On m'objectera le caractère extrême de cette distinction, mais seuls les cas limites permettent souvent de rendre manifeste l'opposition des principes qui préside à la différence des pensées. La liberté politique n'est pas la liberté de la conscience et s'imaginer que la seconde se trouve fondée par la première, c'est refuser sciemment de voir la différence entre le respect du droit qui oblige parfois à accepter d'opprimer l'autre et le respect de l'autre qui oblige toujours à y renoncer. Aucun respect de la personne n'est concevable dans l'oppression et si Rousseau peut croire respecter un homme en le contraignant à la liberté, il avoue par là-même que la liberté politique exige de sacrifier la personne au citoyen. La personne est absolument libre ou n'est pas.

Le slogan ministériel en dit alors, réellement, plus qu'il n'en souhaite. L'appel au respect, visant à ranimer l'École de son coma, s'avère ironiquement tragique. Fixé sur la promotion du respect du droit, il ne voit pas que les acteurs réclament beaucoup plus, qu'ils aspirent à celui de leur personne. Il s'efforce de réactiver les comportements citoyens contre les incivilités, les grossièretés, les dégradations, de rétablir l'enthousiasme de l'origine, comme si les acteurs souffraient d'un déficit républicain. Son objectif : permettre à l'École de retrouver sa grande force d'intégration<sup>7</sup>. Rendu sourd au désespoir des hommes par deux longs siècles d'identification du citoyen et de la personne, il n' imagine même pas que les habitants de l'École ne souffrent pas des infractions commises mais des regards qu'ils s'adressent. De quoi souffrent-ils, ces hommes qui n'osent plus se regarder dans les yeux ? Des manquements aux règlements ? Non, ils ont toujours existé et leur accroissement ne peut porter seul le poids de l'exaspération. Si, aujourd'hui, l'infraction insupporte, c'est qu'elle ne porte pas atteinte à la règle mais à l'homme. Elèves et professeurs souffrent dans leur dignité humaine. Ils souffrent de ne pas être respectés comme personnes. Mais peuvent-ils l'être ? Notre vieille

<sup>7</sup> De ce point de vue, l'œuvre de Luc Ferry est exemplaire. Pour justifier que les élèves commencent la philosophie à dix-huit ans, il écrit : "l'autonomie de la réflexion, la *sibi sufficientia*, n'est-elle pas la qualité requise entre toutes pour accéder à la citoyenneté ?" (Luc FERRY, Alain RENAULT, *Philosophe à dix-huit ans*, Grasset et Fasquelle, 1999, le livre de poche, p33). De nouveau, encore et toujours, la formation donnée aux élèves ne semble pas pouvoir viser autre chose que la perpétuation de la République. On ne peut exprimer plus fermement la volonté de ne pas vouloir changer l'Institution, donc exprimer plus simplement sa surdité. Rien d'étonnant, toutefois, à cette surdité, puisque trois ans plus tôt, le président de la Commission Nationale des Programmes nous avait gratifié d'un essai dont la verve aurait fait tressaillir Edgar Quinet d'allégresse. Jugeons-en : "L'Église... s'élève contre les orgueilleuses exigences de la liberté de conscience et du 'penser par soi-même'. Un rappel à l'ordre qui semble, pour des raisons de principe, voué à l'échec. Non qu'il puisse rencontrer un écho chez ceux, et ils sont nombreux, qui souhaiteraient retrouver des repères enfin indubitables, des vérités solides, propres à calmer les peurs suscitées en chacun d'entre nous par la vie contemporaine. L'extraordinaire succès, le succès 'médiatique' des tournées du Pape en témoigne. Mais le refus des arguments d'autorité n'est pas une péripétie, un déclin accidentel face auquel il suffirait de se ressaisir: ce fut l'événement dont l'Histoire se servit pour révéler l'homme à lui-même" (*L'homme-Dieu ou le sens de la vie*, Grasset et Fasquelle, 1996, le livre de poche, p179). On ne peut mieux mettre en pratique ce que l'on critique. Les adversaires de l'Église s'imaginent souvent lui porter une attaque définitive en la chargeant des défauts dont ils font preuve. Au fond de la pire des diatribes se cache toujours une confession.

Institution dessine-t-elle le cadre qui peut les satisfaire ? On l'aura compris, la confusion constitutive de sa naissance interdit toute solution.

L'avenir de l'École passe par l'Institution de l'École des personnes. Ceux qui l'attendent doivent la préparer, ceux qui pensent qu'elle existe déjà, en précipitent l'avènement. Si former des personnes ne peut se confondre avec intégrer des citoyens, le cœur de l'École ne peut plus se tenir dans l'apprentissage de la vie sociale mais dans celui de l'orientation dans l'existence. Le principe de la pédagogie ne peut alors que changer. Non plus intégrer mais donner les moyens de s'orienter. Ces moyens sont simples : une intelligence pour comprendre le monde et l'homme, une raison pour déterminer la fin vers laquelle il faudrait tendre, une volonté pour s'y porter. Comprendre, juger, vouloir, voilà le triptyque qui devrait structurer la pédagogie nouvelle de l'École des personnes. Ce triptyque ne transmet pas d'abord les valeurs de la République, il transmet d'abord l'humain, il n'apprend pas d'abord les règles de vie mais celle du raisonnement qui ouvre l'accès à l'action responsable, autant dire qu'il appelle une refonte totale de l'organisation de l'instruction<sup>8</sup>. Il ne vise pas d'abord la perpétuation de la République, mais la continuité de l'homme. Ce n'est plus alors l'élève qui se tient au centre du dispositif pédagogique, mais la relation humaine dont nos enfants ont tant besoin. Autant dire que cette Institution s'adresse à tous et que loin de penser l'École comme surchargée, elle invite à la remplir toujours davantage. Les suspicieux la verront certainement comme une menace pour l'idéal d'égalité, mais qu'ils se rassurent : garantir une égalité réelle ne consiste pas à contraindre tous les hommes à s'orienter vers la même fin, mais à offrir, à tous, la possibilité de donner une libre fin à leur existence. Qu'il existe une différence des volontés entre les hommes ne signifie pas qu'ils entretiennent des relations inégalitaires mais qu'ils vivent enfin librement !

Transmettre l'humain d'abord, voilà l'urgence, voilà le seul programme qui ne rebute pas les enfants et qui peut mettre un terme à leur *misoscolie* ! Certes, cette transmission, longtemps, se produisait dans les familles et l'École pouvait s'en abstenir. Mais la crise de la famille et les bouleversements de la vie professionnelle interdisent de prolonger cette abstention. La réhabilitation de la famille viendra sans doute mais nous n'avons pas le temps d'attendre. Il faut parer au plus pressé et organiser l'École pour qu'elle s'y substitue quelques temps. Voilà ce que la société attend quand elle charge l'École d'éduquer complètement les enfants. Relèverons-nous le défi ? Oserons-nous bouleverser l'École pour la mettre au service de la formation des personnes, la seule fin que peut viser une éducation complète ? Cette fin unique appelle la fin de l'Institution actuelle qui ne peut honnêtement dépasser l'intégration du citoyen. L'École de demain ne doit plus aller du chrétien au citoyen, elle doit conduire du citoyen à la personne. Elle ne doit plus servir la République mais accueillir les enfants en l'Humanité.

<sup>8</sup> Nos écoles sont organisées en classes. Est-ce une exigence pédagogique ? Non, seulement une exigence d'intégration. La classe est la petite société dans laquelle il faut apprendre à vivre. Changer l'Institution exige bien évidemment de bouleverser cette organisation. L'instruction qui ne poursuit pas d'autre fin que de permettre aux enfants de s'orienter dans l'existence peut se dispenser de cette mise en scène. Elle doit se centrer sur les disciplines et les hiérarchiser en fonction de leur importance pour l'orientation.

### 3. EN BREF...

#### MESSE DE NOEL

célébrée à l'oratoire du *Collège Supérieur*

**Mardi 16 décembre 2003 à 19 h**  
un verre de l'amitié suivra ce temps fort.

- **ACTES** du colloque *Vie spirituelle et psychologie* : bon de souscription sur demande

- **VIENNENT DE PARAÎTRE :**

*L'avènement de la Vérité*  
*Hegel – Kierkegaard – Heidegger*  
Ed. de l'Harmattan 2003

Ouvrage de **Charles-Eric de Saint Germain**, ancien élève de l'ENS, agrégé et docteur en philosophie, professeur en CPGE à l'Externat Sainte Marie et au *Collège Supérieur*.

*Comment la Vérité se communique t-elle à nous ? C'est à cette question que s'efforce de répondre cet ouvrage, à travers l'examen de trois philosophies pour lesquelles le rapport de la subjectivité à la vérité constitue le cœur même du questionnement philosophique.*

*Aristote, de la physique à la métaphysique*  
Ed. de l'Harmattan 2003

Ouvrage de **Bertrand Souchard**, licencié en théologie et docteur en philosophie, ancien intervenant au *Collège Supérieur*.

*La Métaphysique est-elle possible ? Si la question de Kant retentit encore, à la suite d'Heidegger, il paraît justifié d'y répondre par la négative. La fin de la métaphysique serait achevée. Pourtant, si la critique onto-théo-logique est pertinente à partir de Duns Scot, qu'en est-il de la pensée du stagirite ? La métaphysique aristotélicienne n'est-elle pas un savoir à retrouver ?*

*L'impensé de la démocratie.*  
*Tocqueville, la citoyenneté et la religion*  
Ed. Fayard 2003

Ouvrage d'**Agnès Antoine**, agrégée et docteur en philosophie, professeur à l'EHESS, ancienne intervenante au *Collège Supérieur*.

*Conjuguant réflexion politique, interrogation morale et analyse anthropologique, ce livre explore cette "science politique nouvelle" suscitée par Tocqueville et encore largement méconnue aujourd'hui. Il nous révèle l'humanisme que ce moraliste proche de Pascal et de Rousseau a voulu insuffler aux Modernes.*

### 4. AGENDA

#### MANGER AUJOURD'HUI

entre convivialité rêvée et consommation coupable

**Mercredi 28 janvier 2004 à 20h**

**ATTENTION**

conférence de  
**Claude FISCHLER**

**DATE MODIFIEE**

Directeur de recherche au CNRS, co-directeur du Centre d'Etudes Transdisciplinaires, sociologie, anthropologie, histoire, auteur de nombreux ouvrages sur les pratiques alimentaires

#### CROYANCE ET VERITE

**Mercredi 21 janvier 2004 à 20h**

conférence de  
**Charles-Eric de SAINT GERMAIN**

Intéressant particulièrement les élèves en classes préparatoires HEC.

entrée 2 €, gratuité pour les adhérents

#### Les Blouses Blanches en parlent...

ouvrent l'année 2004 avec  
**Monseigneur BARBARIN**

**Mardi 27 janvier**

**19h** MESSE à S<sup>t</sup> André — rue de Marseille Lyon 7<sup>e</sup>

**20h30** CONFERENCE

Au nom de quoi l'Eglise intervient-elle dans les questions de bioéthique ?

#### A QUOI SERVENT LES FAMINES ?

**Jeudi 26 février 2004 à 20h**

conférence de  
**Sylvie BRUNEL**

professeur de géographie à l'université de Montpellier, et à l'IEP de Paris, ancienne présidente d'Action Contre la Faim, auteur de nombreux ouvrages consacrés au sous-développement

**LE COLLÈGE SUPÉRIEUR**  
17 RUE MAZAGRAN 69007 LYON  
TÉL. 04 72 71 84 23 - FAX : 04 78 72 58 81  
E MAIL : LECOLLEGESUPERIEUR@FREE.FR  
WWW.LECOLLEGESUPERIEUR.COM.FR